



HAL
open science

Scolarité et enjeux pendant la colonisation (1740-1890)

Shakuntala Boolell

► **To cite this version:**

Shakuntala Boolell. Scolarité et enjeux pendant la colonisation (1740-1890). *Revue historique de l'océan Indien*, 2011, France/Grande-Bretagne dans l'océan Indien (XVIIe-XXIe siècles). De la rivalité à l'alliance, 07, pp.247-259. hal-03419188

HAL Id: hal-03419188

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03419188>

Submitted on 8 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Scolarité et enjeux pendant la colonisation (1740-1890)

Shakuntala Boolell
Université de Maurice

L'île Maurice est aujourd'hui l'un des pays les plus scolarisés dans l'océan Indien, avec près de 500 000 élèves et étudiants. C'est un progrès en continu depuis deux siècles, malgré le fait qu'il y a eu tout au long du XX^e siècle deux types d'établissements, à savoir les écoles préparant une élite et les écoles réservées aux classes plus défavorisées. Le système éducatif est toujours sujet à des controverses malgré les efforts pour corriger les anomalies dont la scolarisation pléthorique et remédier au système considéré comme la *rat race*.

Premières tentatives de scolarisation

Pendant la colonisation française, c'est sur deux critères que sont fondés les objectifs de la scolarisation : la discrimination sexiste et la formation plus poussée des enfants des colons. Ce sont surtout les riches familles de l'oligarchie qui engageaient des précepteurs pour initier leurs fils aux langues et à la bonne littérature. Une des figures que nous pourrions citer est celle du grand orateur Adrien d'Épinay, confié dans son jeune âge « aux soins de l'abbé Charlot, l'un des ecclésiastiques les plus instruits et les plus recommandables que la Colonie ait possédés »⁷⁴⁶. L'instruction publique stagne, même si sous Bertrand François Mahé de La Bourdonnais, de 1735 à 1746, l'une des premières écoles fut ouverte à Balaclava ou la Baie aux tortues, village côtier au nord de l'île, où le gouverneur allait en villégiature. Les ruines y sont encore et se trouvent dans l'enceinte du grand hôtel *Maritim*. Navriti Sewtohul, dans son ouvrage sur le village de Triolet, y fait référence en montrant qu'une activité humaine et économique s'est organisée autour de Balaclava sous l'administration de La Bourdonnais. Il cite Marcel Bouic qui a traduit les mémoires de Nicolas Pike. « Le propriétaire avait eu l'heureuse idée d'ouvrir une école pour les enfants de ses travailleurs. Ces enfants étaient en classe de 7.00 à 10.00 heures le matin. Au début, les enfants ne venaient pas régulièrement en classe, mais petit à petit, la discipline s'installa et les enfants firent beaucoup de progrès en écriture, lecture et additions. La salle de classe était large et bien aérée, et aux murs étaient suspendues des mappemondes, ardoises, etc. »⁷⁴⁷. D'autres écoles paroissiales et privées sont ouvertes respectivement par l'abbé Chalan en 1764 et par l'abbé Jacques Charlot en 1793. L'École du Centre est celle qui

746 Notice biographique sur Adrien d'Épinay, Maurice, Imprimerie du Cernéen, 1840, p. 10.

747 Navriti Sewtohul, *L'île Maurice à travers ses villages. L'Histoire du village de Triolet*, Proag Printing, Port-Louis, 1991, p. 10 -11.

connaît un progrès sensible. L'appellation change en 1801 après une année d'existence. Elle devient Lycée Colonial pour évoluer en Collège Colonial sous l'occupation britannique et le 27 janvier l'institution prit le nom de Collège Royal dont le monopole éducatif est brisé en 1852 quand le collège s'ouvre à toutes les sections de la population.

Amorcée au milieu du XIX^e siècle et d'abord assez lente, l'évolution de la scolarité s'est précipitée dans les années 1930 et 1940, avec l'explosion démographique et le rôle des missionnaires et d'organisations socioculturelles. Dans le rapport du *Master plan* sur l'éducation en juin 1991, il est précisé que l'éducation allait connaître une période de mutations profondes qui brisent progressivement les barrières communautaires et politiques. « *It is not until the 1930s and 1940s that one can trace the beginnings of the historic movement for mass education in Mauritius. Until that time, despite the remarkable efforts deployed by missionaries like Jean Lebrun and religious bodies like the Roman Catholic Church, the progress of education for the mass of the people continued to be slow; educational development continued to be strongly influenced by conservative forces aimed at perpetuating an unjust colonial system based on the maintenance of a cheap, ignorant and poor labour force, and the reinforcement of radical, color, ethnic, religious and linguistic prejudices and inequalities* »⁷⁴⁸.

Écoles apostoliques à Port Louis

Ce sont les religieuses qui songent à l'instruction des filles, posant donc les premiers jalons de l'émancipation féminine. Les filles étaient surtout dans des pensionnats, dont les plus mentionnés sont Duvivier et Madame Farquharson. Mère Marie-Augustine, fondatrice de la congrégation de Bon-et-Perpétuel-Secours, a fréquenté le pensionnat de la veuve Farquharson de 1834 à 1837, car son père Charles-Honoré Lenferna de la Resle, notable de la colonie, qui partait à Rodrigues, voulait donner à sa fille « alors âgée de douze ans une scolarité méthodique et régulière »⁷⁴⁹. Parmi les premiers établissements à Port-Louis nous trouvons l'école de Camp Yoloff au faubourg nord de la ville en 1855, l'école des Salines du côté ouest ouverte en 1856 et l'Ecole de la Montagne en 1866. « Une école primaire gratuite fut ouverte en 1867 par les religieuses de Bon-Secours, grâce à un généreux bienfaiteur, Vincent Geffroy, dans l'agglomération située au-delà de la sortie sud de la ville »⁷⁵⁰. Il y a 30 écoles du diocèse en 1870 dont 12 ne reçoivent « aucune subvention du trésor public »⁷⁵¹.

C'est bien Mère Marie Barthélemy, née Amélie Raynaud en 1840, qui va inaugurer en 1866 l'Ecole de la Montagne des Signaux qu'elle avait

748 Education, Master Plan, Ministry of Education, Mauritius, 1991, p. 4.

749 *La Mission de Mère Marie-Augustine. De l'île Maurice jusqu'au bout du monde, Miscellanées*, ouvrage publié sous la direction d'Amédée Nagapen, Alfran Co. Ltd., 2000, p. 59.

750 *Ibid.*, p. 247.

751 Amédée Nagapen, *A l'aube de la Mission Catholique Chinoise à l'île Maurice, 1873-1945*, Best Graphics Ltd., Port-Louis, 1991, p. 19.

fait construire à la rue Canal-Dayot. Cet établissement devait absorber l'école des Salines. De 400 élèves ce sera « 600 élèves que l'École de la Montagne des Signaux fut en mesure de recevoir à partir de janvier 1877 »⁷⁵². C'est une école primaire mixte accueillant plus de filles que de garçons. Il lui a fallu lutter pour lever les fonds requis pour les réparations et agrandissements. L'enjeu était de taille, sans quoi le Couvent de la Montagne était menacé de fermeture. Mère Barthélemy, comme l'écrit son biographe, Marie Blanc, « veut créer un établissement qui reçoive des pauvres, élève des enfants et ramène les âmes à Dieu »⁷⁵³. L'éducation impartie aux enfants fut couronnée de succès car aux examens de fin 1896 il y a eu 161 candidats et, en 1897, 137 et « de ce nombre 88 furent reçus dont 14 décrochant le certificat de mérite »⁷⁵⁴.

En fait, Mère Barthélemy suit les traces du lazariste Glau qui avait passé dix ans en Chine et était parvenu à instruire une trentaine de Chinois. La mission de Mère Barthélemy est d'évangéliser et d'instruire la communauté chinoise de Port-Louis. L'enjeu était l'engagement dans l'apostolat éducatif. Il fallait instruire les enfants des esclaves affranchis mais vivant dans des conditions déplorables. Dans les autres districts des Plaines-Wilhems, de Rivière Noire, Pamplemousses, Flacq et Savane, plus de dix écoles sont ouvertes dans différentes localités telles que Vacoas (École Notre-Dame-de la visitation), Rose-Hill (École Notre-Dame-des Victoires) ou Poudre d'Or (École Marie-Reine) dont le succès se traduit par le nombre croissant d'élèves au fil des années.

Quelles conclusions devrait-on tirer de la politique éducative de l'Église pendant la colonisation ? Les initiatives des Sœurs de Bon-Secours, puis des Frères des Écoles Chrétiennes et des conférences de Saint-Vincent-de-Paul et aussi des Filles de Marie sont fructueuses, car toute une tradition confessionnelle instaurée depuis le XIX^e siècle est sans commune mesure avec le projet éducatif des autres composantes de la population, notamment les Indo Mauriciens. Les progrès fantastiques de ce courant apostolique ne semblent pas inquiéter les Indo Mauriciens qui se retranchent derrière leur culture et pratiques religieuses. Dans les camps, leur vie végétative est telle qu'ils semblent ignorer les progrès des affranchis et encore moins des planteurs. Quant aux commerçants Gujratis de Port-Louis, peu en ont manifesté de l'intérêt. Moomtaz Emrith note que jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, ce qui avait un réel intérêt pour les Indiens de foi islamique était une éducation religieuse « dans les *madrassas* et *maqtabas* ».

Revendications de la population de couleur

752 *Ibid.*, p. 24.

753 *Ibid.*, p. 25.

754 *Ibid.*, p. 25.

Le gouvernement impérial de Napoléon devait avoir des conséquences désastreuses sur l'instruction à l'Île de France. Après la Révolution, l'éducation pâtit dans les écoles et universités. Alors que la *Table Ovale*, société littéraire et politique qui regroupait des membres influents, vouait un culte à l'empereur, la *Société d'Emulation Intellectuelle* proteste contre cet état des choses et manifeste l'ardeur des gens de couleur de s'instruire. Edgar Janson retrace les déboires et la lutte d'une communauté qui a souffert des préjugés de race et de couleur. Il condamne l'attitude du despote « qui étouffe tout ce qui tend à la diffusion de l'instruction »⁷⁵⁵. La conséquence directe est le maintien d'une large fraction de la population dans l'ignorance. Il déplore le système d'instruction, lequel « depuis 1739 jusqu'à 1830 était nul pour la population de couleur »⁷⁵⁶. Exception faite des écoles fondées par le Révérend Jean Lebrun après 1823, Janson condamne les éducateurs dans les pensionnats. Il constate les premiers remous d'idées au sein de cette fraction qui cherchait à se frayer la voie vers l'ascension sociale.

Tout un enjeu politique se met en place alors avec Rémy Ollier, Evenor Hitié, Eugène Bazire père, qui font des discours enflammés lors de la première réunion de la Société d'Emulation Intellectuelle le 5 septembre 1839. Ainsi, le président Evenor Hitié, dans un style déclamatoire et un langage métaphorique, montre l'enjeu de la lutte entamée par la population de couleur : « ... Trop longtemps nous gémissions sous le poids affreux de l'ignorance ; trop longtemps sous le côté le plus déplorable aux yeux de l'étranger qui nous considérait comme le rebut de la nature. N'était-il pas temps de briser les langes qui nous enveloppaient ? N'est-ce pas le moment de faire germer dans nos cœurs les heureuses facultés : dons précieux qu'une nature féconde nous a prodigués... Quel est celui d'entre nous qui voudrait rétrograder maintenant ? ... Notre avenir est riche d'espérances ; nous devons bientôt jouir des fruits que nous cueillerons, et nous laisserons à nos enfants le plus bel héritage que nous puissions léguer : l'instruction, source du beau moral, de l'enthousiasme et du bonheur ! »⁷⁵⁷. C'était une société autodidacte qui ne fraternisait pas encore avec l'oligarchie de la colonie. Il leur fallait sortir de l'ornière, et en même temps ils avaient une certaine vision. Edgar Janson le souligne bien : « Ils avaient grandi au lendemain du Consulat et du Premier Empire, au moment où l'instruction acquise à l'école avait fait banqueroute par le fait des troubles révolutionnaires et des guerres napoléoniennes. Ils avaient senti les lacunes d'une instruction fragmentaire, et ils désiraient que plus complète et plus substantielle fût celle qui serait donnée à leurs enfants »⁷⁵⁸. Ils luttèrent pour une juste cause, mais devant les barrières difficiles à surmonter, bon nombre d'entre eux se convertirent au protestantisme. Des écoles anglicanes accueillirent les enfants des gens de

755 Edgar Janson, *Mauritiana, Mélanges biographiques, historiques et littéraires de l'île Maurice*, vol. 1, mars 1909, p. 129.

756 *Ibid.*, p. 130.

757 *Ibid.*, p. 132.

758 *Ibid.*, p. 130.

couleur. Une école ouverte à Port-Louis marque le début de l'émancipation réelle de ce groupe.

Des écoles anglicanes en essor

Peu après la conquête de l'île par les Anglais, les changements s'amorcent avec l'arrivée d'une communauté anglicane. La « Religion d'État » continuait à être le catholicisme sous la colonisation britannique, mais le Révérend H. Shephard arrivé sur l'île en mai 1812 annonça la scolarisation des Créoles et affranchis : « *His earnest desire was to see, at least, a free school established for their children and the Gospel translated into the Malagasy tongue* »⁷⁵⁹. En 1814, le Révérend Jean Lebrun de la *London Missionary Society* arriva et mit en œuvre les moyens et fonds disponibles pour fonder une école gratuite. La première école pour la population de couleur se trouvait à la rue Chaussée, Port-Louis. Connu comme l'apôtre de l'éducation gratuite pour la population de couleur, Révérend Lebrun n'eut pas la tâche facile en raison de l'opposition farouche de l'oligarchie catholique, mais le gouverneur Sir Robert Farquhar lui apporta son soutien. Une nouvelle école se crée pour accueillir des filles à *Western Suburb* à Port-Louis, connue comme *Western Female Juvenile School*, grâce à un comité de dames anglicanes, dont Lady Darling. Parallèlement, une école connue comme *Western Male Juvenile School* vit le jour en 1823. Les deux étaient gérées par le Révérend H. Finch, soutenu par le gouverneur Sir Lowry Cole. La persistance de ce courant de pensée avait un enjeu tant social que politique. Pour l'Evêché, il fallait affirmer leur présence et rivaliser avec l'Église. Une lutte sourde les divisait. *Senior Chaplain* Denny, préoccupé par la marginalisation des enfants des affranchis et l'analphabétisme dans la colonie, força la Couronne à autoriser l'ouverture des écoles privées. En 1840, un comité éducatif regroupant le secrétaire colonial, Hon. G. F. Dick, les révérends Dr. Morris et Langrishe Banks, et les légistes M. F. Fadhuile et M. Evenor Dupont, devant administrer toutes les écoles de l'État, est mis sur pied.

Trois décennies auraient suffi pour garantir le succès des Anglicans, puisqu'en 1843, 29 écoles primaires fonctionnent, dont 5 à Port-Louis. Dans l'ouvrage sur le diocèse, il est précisé que « *The Roman Catholic Church had not, at this stage, opened free church schools for the coloured and poorer classes* »⁷⁶⁰. L'Evêché devance l'Église dans ce sens. D'autres écoles fonctionnent grâce au bénévolat ; des propriétaires anglicans, notamment Charles Telfair, Captain Dick et Lady Gomm y contribuent financièrement. L'un des pionniers de l'instruction des esclaves est le planteur anglais Telfair. L'objectif de cet altruiste était l'insertion des esclaves et apprentis dans la

⁷⁵⁹ *Diocese of Mauritius 1810-1973*, p. 6.

⁷⁶⁰ *Ibid.*, p. 14.

société. Il s'agirait d'adapter à l'Education en vigueur une formule inspirée par une culture humaniste et générale. Cette formule présente la particularité d'associer une éducation traditionnelle à une formation artistique. Telfair fonde sur sa propriété de *Bel Ombre* une école d'intérêt public, où ces enfants d'esclaves et jeunes apprentis apprenaient à lire, écrire et compter, et en même temps assimilaient les principes de la moralité chrétienne. Cette expérience est transférée à ses deux autres propriétés, c'est-à-dire *Bon Espoir* et *Beau Manguier*. Quelques-uns se voyaient offrir la possibilité d'apprendre la musique et de former un petit orchestre pour accompagner les musiciens de Radama, le roi de Madagascar. Les esclaves et apprentis de deux autres propriétés allaient bénéficier de cette instruction flexible et de ces connaissances générales en langues, calcul, musique, charpentage et techniques de l'arpenteur.

Les orientations du projet Telfair à caractère pédagogique, spirituel et complémentaire de l'enseignement, ont connu un certain succès, à *Bel Ombre* en particulier, comme le note Ramdoyal : « *Telfair's plan was attended with advantageous results. He noted that at Bel Ombre drunkenness had disappeared, crimes had become more rare, and desertion had ceased* »⁷⁶¹. La société s'assainissait, quoique Telfair souhaitât que les autres maîtres développent une action éducative dans le même sens. Révérend Denny lui-même fonda une école à Grand-Baie en 1838, où l'instruction est assurée par la population de couleur. Les maîtres sont Jean Baptiste et Mathilde Benoît, choisis selon la volonté du chapelain Denny. Non seulement leur fait-il confiance, mais aussi reconnaît-il leur mérite : « *I have a very great dread of European teachers... The young men of colour are both attractive and intelligent, and may be suitable agents for the good work* »⁷⁶². Il ne tarde pas à faire le tour des districts de Savane, Grand Port, Pamplemousses et Rivière du Rempart, pour disséminer l'enseignement de la Bible et appliquer sa politique de démocratisation éducative : « *His own efforts and those of his friends in public education had so far been crowned with success and wherever there had been a school, a little congregation had formed. The schoolroom was automatically used as a chapel* »⁷⁶³. L'éducation se propage dans les villages et s'étend aux enfants des travailleurs engagés. Le chapelain prend à cœur l'éducation de cette catégorie sociale en pleine expansion démographique. Vers 1851, la première école est ouverte sur la propriété de Captain West, près de Grand Baie. Avec la mise sur pied d'un comité de *Mauritius Church Association*, l'instruction en langues tamile et malgache est suggérée. Des ouvrages sont commandés de Madras, et 200 *Malagasy Church Catechisms* sont imprimés en 1851. Le projet de fonder des écoles indiennes est annoncé le 24 février 1854 : « *The subject of the education of the children of the Indian Immigrants was brought before the Committee. A school-master, Mr. Hardy, who had stopped in Mauritius on his way to*

761 Ramesh Dutt Ramdoyal, *The Development of Education in Mauritius*, produit par le Mauritius Institute of Education, Imprimerie Commerciale, Cassis, Port-Louis, mai 1977.

762 *Ibid.*, p. 15.

763 *Ibid.*, p. 24.

England from Madras, which place he had left owing to ill-health, now thought he could give some help to start a school »⁷⁶⁴.

Des écoles indiennes à l'origine

Les Tamouls originaires de la côte de Malabar, Pondichéry, Karaikal, Coromandel, venus comme ouvriers et artisans, habitaient surtout au Camp des Malabars, situé au faubourg de l'est de Port-Louis. Ils pratiquaient leur culte et parlaient le tamoul qui a enrichi la nomenclature créole avec des mots tels que *carripoulé*, *cotomili*, *mouroung*, *pipengaille* ou *poutou*. Mais cette communauté n'était guère instruite, quoique Ramoo Sooriamoorthy précise que la langue maternelle perdurait grâce à des écoles du soir. Apparemment, quelques-uns étaient instruits et fortunés ; et le nom le plus cité est celui de la famille Nallétamby, qui possédait une splendide maison coloniale à la rue Bourbon à Port-Louis. C'est François Michel Saverimoutou, interprète et traducteur officiel de la langue tamoule pour la colonie, qui ouvrit à la Plaine Verte, en juillet 1833, la *Colonial Academy*. Des filles étaient admises dans cet établissement scolaire et, en toute probabilité, c'étaient des enfants des premières familles commerçantes et éduquées, à l'instar des Arlanda, Ayassamy, Moutoupillay. D'autres Tamouls y ont apporté leur contribution. Le succès de son école l'encouragea à fonder, avec l'aide d'autres Tamouls faisant partie du personnel enseignant et administratif, la *Colonial Mechanical Institution*. « A la fin de 1838, cette institution comptait 220 étudiants »⁷⁶⁵, révélant ainsi les efforts consentis par la communauté indienne pour instruire les jeunes apprentis et maintenir la tradition. Dans les régions rurales, l'expérience se couronna de succès puisque plusieurs écoles s'ouvrirent sous l'occupation britannique et insérèrent dans leur cursus scolaire le tamoul : « (...) le tamoul figurait au programme d'études des aspirants enseignants ; et en 1864, Tamby Narena, à l'âge de 14 ans, se distingua en sortant en tête de la liste des 17 heureux candidats avec 339 points sur un total de 400 »⁷⁶⁶. L'évolution des Tamouls de foi catholique ne constituait pas quelque menace car, pendant la période française, ils ont tiré profit des concessions de terres qui leur avaient été faites à Pamplémousses, Mauricia, Saint Pierre, Moka, Grand Port. Plusieurs d'entre eux étaient employés comme interprètes de tribunaux, plantons et commis. Dans *The Mauritius Almanac and Civil Service Register* de 1866, l'on constate que des Tamouls sont restés en fonction ou nommés en fonction de leurs compétences. Les noms figurant comme interprètes dans l'almanach sont : Annassamy Modely et Rayapa à Port-Louis, Mourgyen à

⁷⁶⁴ *Ibid.*, p. 36.

⁷⁶⁵ Ramoo Sooriamoorthy, *Les Tamouls à l'île Maurice*, The Standard Printing Ltd., 1977, Port-Louis, p. 107.

⁷⁶⁶ *Ibid.*, p. 108.

Pamplemousses, Peevaragoo à Rivière Noire. Dans le personnel enseignant se trouvent des hommes, Sheboo Pakiry, Appasawmy, Naidoo et N.Mudaliar, entre autres.

L'instruction des enfants d'apprentis et de travailleurs engagés

Après la prise de l'île par les Anglais en 1810, les vagues d'immigration indienne de Bengale et d'autres états de l'Inde, notamment Bihâr, Uttar Pradesh, Maharastra, commencent en 1815. C'étaient surtout des prisonniers indiens. « Ce genre d'immigration cessa en 1837. On y avait introduit jusqu'à cette date 835 hommes et 6 femmes »⁷⁶⁷. Après leur contrat, ils repartirent mais, selon les rapports du commissaire en chef de police, les *vagrants* ou vagabonds furent emprisonnés. Ces premiers immigrants ne devaient recevoir aucune instruction. Il fallait ne pas entraver le développement de l'industrie sucrière à la suite de l'abolition de l'esclavage. Toussaint note que « aussitôt libérés, en effet, les esclaves refusèrent de s'adonner aux travaux des champs qui leur rappelaient trop le « *temps margoze* », c'est-à-dire le temps amer des sévices. Pour suppléer au défaut de main-d'œuvre agricole, les colons firent alors venir de l'Inde des coolies laboureurs »⁷⁶⁸. A partir de 1834 et « durant les années 1836, 1837 et 1838, 22 015 hommes, 715 femmes, 130 garçons et 62 filles avaient débarqué à Maurice, venant des différents ports de l'Inde, y compris Pondichéry »⁷⁶⁹. Ces laboureurs, pour la plupart des analphabètes, ignoraient les termes de leur contrat et se laissaient piéger par les *bathiharas* ou courtiers marrons. Leur condition servile était maintenue par les propriétaires qui ne trouvaient, en ces *hired labourers* ou travailleurs engagés, que des substituts des esclaves. « Les adultes comme les enfants étaient, pour ainsi dire, condamnés à vivre dans l'ignorance leur vie durant. Personne ne songeait à leur déchéance intellectuelle »⁷⁷⁰.

Les travailleurs engagés enfermés dans les camps ne pouvaient espérer avoir un rudiment d'instruction. Le double enjeu économique et social fait que l'oligarchie sucrière tente à tout prix à préserver ses prérogatives et protéger l'industrie en maintenant la main-d'œuvre dans cet état d'illettrisme. La communauté des laboureurs s'organise néanmoins autour des *baithkas* dans les camps sucriers. Le *baithka* est un lieu de rencontre synonyme de club socioculturel. Sarita Boodoo, qui a été la fondatrice et directrice du *Mauritius Bhojburi Institute* en 1981, explique l'origine et nous éclaire sur le véritable enjeu : « *The baithka became the focus, the nerve centre of the community. It was in the baithka that they would teach their children the vernaculars and religious and cultural values. Baithak ba – signifying there's a meeting – would be enough to convene members by a dhawan (convener).*

767 Aunauth Beejadhur, *Les Indiens à l'île Maurice*, M. Gaud & Cie, Port-Louis, 1935, p. 17.

768 Auguste Toussaint, *Port-Louis, deux siècles d'histoire, 1735-1935*, Marcel Gaud, 1962, p. 334.

769 Aunauth Beejadhur, *op. cit.*, p. 30.

770 *Ibid.*, p. 35.

It became the pivot of educational dissemination ». La langue utilisée pour instruire les enfants sur la culture védique est le *bhojpuri*, une langue qui a contribué au multilinguisme mauricien ; dans la nomenclature créole, on relève des mots tels que *gamat, tamasha, bazaar, maja karo, jalsa, tawa*, etc. *Baithka* évolue en un espace de scolarisation connu comme *pathshala*. Dans plusieurs camps, Bénarès au sud de l'île, Camp Alexis à Flacq et Camp Grand Bois à Savane, et sur les propriétés dont Labourdonnais au nord et Ferney au sud-est de l'île, les *pathshalas* ont eu un rôle clé dans la conscience collective indienne. Un manuscrit de feu Vidyawati Mohonee, née Chuttur en 1917, qui fut, à l'origine, un discours prononcé à l'occasion de l'anniversaire de Riche Mare Kanya Pathshala en 1931, souligne le progrès des filles en couture, travaux d'aiguille et en langues vivantes dont le français et l'anglais.

Occupation britannique et évolution de la scolarité

Avec les modifications démographiques, le paysage scolaire se transformera dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. Les écoles privées, pensionnats et écoles subventionnées, seront amenés à s'ancrer plus dans le tissu local et à développer leur collaboration avec les établissements d'intérêt public. Afin de préparer l'intégration des travailleurs engagés, il fallait définir les conditions et modalités précises, sans aller à l'encontre des intérêts des autres classes sociales. Sir James Macauley Higginson vient, avec la proposition de rendre l'instruction publique obligatoire dans la colonie. Rivaltz Quenette en souligne les enjeux sociopolitiques : « La longue correspondance du gouverneur Sir James Macaulay Higginson avec *Downing Street* sur l'enseignement public à l'île Maurice, laisse voir une tenace préoccupation locale : la scolarisation des jeunes immigrants. A tel point qu'il est permis de se demander si cette nouvelle tentative de systématiser l'instruction des classes indigentes aurait vu le jour en cette année 1854 où les attentions du gouvernement colonial étaient occupées à renforcer une vigilance, sans cesse trompée, sur l'introduction massive de la main-d'œuvre indienne à Maurice, si ce n'était la présence de celle-ci »⁷⁷¹.

Ce projet s'inscrit comme un risque de déstabilisation des projets amorcés par le diocèse catholique et les missionnaires anglicans. La proposition du gouverneur d'un enseignement séparé pour les jeunes Indiens, qui s'épanouiraient mieux avec leur langue vernaculaire, et de la formation des enseignants indiens, est sans conteste génératrice de tensions et laisse apparaître des divergences fondamentales dans la presse de l'époque. Le *Cernéen* du 25 avril 1857 condamna vivement cette proposition, sous prétexte qu'un antagonisme de race découlerait d'une ségrégation. Quenette ajoute que « (...) La question indienne (...) suscita une longue controverse

771 L. Rivaltz Quenette, *L'œuvre du Révérend Jean Lebrun à l'île Maurice*, Regent Press, 1983, p. 213.

entre le gouverneur et le Comité d'Instruction Publique »⁷⁷². Le 12 mai 1856, Higginson allait déposer un projet de loi qui marque une avancée importante et caractérise l'Ordonnance n° 21 de 1856. Citons au passage la distance que prend le chef du diocèse catholique, Monseigneur William Allan Collier, par rapport au Comité d'Instruction Publique. Il ne juge pas recevable le projet de loi et craint le recul du culte catholique dans les écoles. Malgré les déséquilibres et les revendications à la spécificité, l'Ordonnance prit effet le 1^{er} juillet 1856. Une subvention annuelle de 75 livres sterling est alors accordée aux écoles privées, et un inspectorat des écoles se crée. Dans la *Gazette Officielle*, note Quenette, « On y relève le souci du gouvernement de parer à la grande insuffisance d'enseignement séculier pour les classes les plus pauvres et de veiller à la promotion d'une éducation séculière parmi les masses »⁷⁷³. L'un des enjeux de l'Ordonnance serait une cohérence d'ensemble. Un enthousiasme se manifeste au sein des établissements privés dont le nombre inscrit au registre d'assistance, soit 35 écoles, dépasse les espérances de l'Etat : « La grande majorité de ces écoles relevait du patronage confessionnel, et le Révérend Lebrun lui-même en profita »⁷⁷⁴. Les quelques familles des travailleurs qui se laissaient convaincre avaient compris que l'alphabétisation leur ouvrirait des portes. La conversion à l'église anglicane leur attira le surnom de « Chrétiens d'intérêt », mais toujours est-il que cette génération en tira bénéfice et forme aujourd'hui le noyau de l'église anglicane. D'autres familles souhaitaient que leurs enfants quittent les champs de cannes : « *When primary education came, those who were in a position to spare their sons from agriculture began to send them to the schools which had been opened... The primary education of their sons being achieved, the most fortunate ones were sent to colleges and then abroad* »⁷⁷⁵.

Mission Lebrun

Jean Joseph Lebrun, né en 1789, reçu à la prêtrise en 1813, est mandé par la Société Missionnaire de Londres pour une action apostolique à l'île Maurice. A son arrivée, il découvre un climat social insupportable et des lois iniques. Le jeune presbytérien sollicite l'autorisation du gouverneur Farquhar pour ouvrir une école et prêcher aux pauvres. Le nombre grandissant des élèves fit qu'il provoque un vif mécontentement et fut menacé d'extradition. Le gouverneur lui suggéra même d'aller à Madagascar. C'est que « (...) L'oeuvre courageuse de Lebrun, menée sur le front simultané de l'évangélisation et de l'alphabétisation des masses, dérangeait déjà la coupable sérénité de la société coloniale »⁷⁷⁶. Son oeuvre émancipatrice lui attira la foudre. Les deux écoles ouvertes à Port-Louis au centre et à Camp

772 *Ibid.*, p. 213.

773 *Ibid.*, p. 215.

774 *Ibid.*, p. 215.

775 G. Rottoo, *Indo-Mauritians in the Domains of the Mind*, Indian Centenary Book, Mahatma Gandhi Institute, 1976, p. 43.

776 L. Rivaltz Quenette, *L'oeuvre du Révérend Jean Lebrun à l'île Maurice*, Regent Press, p. 13.

Yoloff connurent un certain succès parce que les enfants des esclaves affranchis ne sont pas initiés qu'à la religion mais également à l'arithmétique et aux langues coloniales. La même instruction est dispensée à Pamplémousses et Rivière du Rempart. Adrien d'Epinay et l'oligarchie coloniale, qui menaient front commun contre l'opinion anti-esclavagiste, formulèrent des allégations contre le missionnaire qui repartit en Angleterre le 24 septembre 1832, mais qui revint le 12 juillet 1834. Il se mit aussitôt à la tâche et ouvrit une nouvelle école à rue de Marengo. Malgré les contraintes financières et les « assauts répétés d'une influente section de l'opinion publique contre leur action »⁷⁷⁷, les dirigeants de la petite congrégation du Révérend Lebrun demandèrent à la Société Missionnaire de Londres une assistance.

Leur appel fut entendu car Londres ne voulait plus que l'action apostolique soit contrariée. Les efforts louables du missionnaire sont reconnus par le Secrétaire d'Etat qui accepta, sur les recommandations des responsables du *Mico Society*, « que le Révérend Lebrun fût chargé d'organiser et de surveiller la formation et la direction des écoles pour lesquelles le gouvernement venait de voter des crédits... »⁷⁷⁸. A Grand Port, les activités se poursuivent et profitent aux enfants, quoique les colons de foi catholique protestent en avançant que les enfants des ex-apprentis devraient être instruits dans le culte de leurs maîtres. Pour Le Révérend, il s'agit de mettre en avant l'importance de la foi qui est une précaution contre de possibles contestations. Il y réussit, d'autant qu'il souhaite plus de vigueur, plus d'action en bougeant lui-même d'une école à une autre. Les planteurs lui tiennent rigueur de ce que ses efforts puissent permettre l'éradication de l'analphabétisme. La communauté oligarchique déclara que « la production sucrière se trouvait entravée par l'indisponibilité des travailleurs qui devaient assister au culte et le danger de voir les enfants des esclaves, à qui une éducation primaire était dès lors donnée, se désintéresser de la terre »⁷⁷⁹.

Grâce à ces missions qui se poursuivent avec la nomination, en 1828, du Révérend Alexander Denny, *Senior Civil Chaplain*, plus de 28 écoles primaires furent créées. Moomtaz Emrith pense que le dévouement du Révérend Lebrun n'a pas été récompensé comme il aurait dû l'être. Il écrit : « *Reverend Lebrun believed that education was the foundation of equality and fairness. Soon it came to pass that the poor and down-trodden found in Reverend Lebrun a staunch champion of their rights* »⁷⁸⁰. Plusieurs écoles se sont ouvertes dans le même esprit : ouvrir au plus grand nombre et inculquer les valeurs morales et religieuses. Le projet d'étendre l'instruction aux autres composantes de la population fut un acquis important pour les gens de

777 *Ibid.*, p. 114.

778 *Ibid.*, p. 115.

779 Auguste Toussaint, *op. cit.*, p. 314.

780 Moomtaz Emrith, *History of the Muslims in Mauritius*, Editions le Printemps, 1994, ch. 13, p. 158.

couleur. Il devient plus aisé d'envisager de gommer les inégalités liées à la scolarité existante dans l'île.

La langue : nouvel enjeu pour faire une percée dans les territoires enclavés

Pierre de Sornay signale pour sa part que « l'anglicisation fut (...) tentée par le prosélytisme religieux parmi les enfants »⁷⁸¹. Les travailleurs engagés, qui avaient tiré avantage des terrains à lotir, devaient se frayer une place dans la colonie. Lorsque le gouverneur Higginson voit le grossissement de cette communauté de travailleurs, il met l'emphase sur la valeur de l'instruction et en souligne l'enjeu social : « *The best prevention of crime and the surest guarantee of social order* »⁷⁸². Quelle autre langue conviendrait le mieux si ce n'était l'anglais ? La langue créole était encore méprisée et confondue à un jargon « *barbarous and corrupt* ». Selon Benjamin Moutou, au fil des années, le constat est « une nette préférence des parents d'origine indienne pour les écoles anglicanes par rapport aux écoles catholiques. Les familles indiennes étant plus anglophones se complaisaient à l'idée de voir leurs enfants parfaire leurs études à travers ces écoles [...] »⁷⁸³. L'Ordonnance n° 21 ne soulevant plus d'objections au conseil législatif est entérinée en 1857, et la langue française continue à être le mode d'instruction comme stipulé dans l'article 3: « The French language was to be the medium of instruction ; but in every school English was to be taught »⁷⁸⁴.

L'élite coloniale et la presse argumentaient dans ce sens. Il n'était pas question de prendre la langue la moins connue, mais la langue « dont les éléments sont le plus ancrés dans l'esprit du plus grand nombre, et, des deux langues occidentales en cause, c'est le français qui occupe cette situation chez nous. On devrait aussi choisir comme medium d'instruction la langue sociale du pays, et la langue sociale du pays, c'est le français »⁷⁸⁵. Ramdoyal ajoute que Higginson regretta d'avoir donné la prééminence à la langue française. En vingt ans, presque aucun progrès n'a été réalisé. Le nombre d'enfants scolarisés était scandaleux. Selon un rapport du 11 avril 1875, seulement 829 enfants des travailleurs engagés étaient scolarisés alors que le nombre d'enfants des deux sexes s'élevait à 39 112. Avec l'arrivée de Sir Arthur Phayre, le Comité d'Instruction Publique est sommé de fonder des « *vernacular schools* » pour les enfants de cette communauté. Phayre soutient que c'était une perte de temps et d'énergie de leur imposer l'anglais ou une autre langue qu'ils n'utiliseraient point : « *They ought to learn their own language, and not the creole tongue* »⁷⁸⁶. Si le mouvement de conversion et

781 Pierre de Sornay, *Isle de France, Ile Maurice*, Presses de Precigraph Ltd., 1995, p. 264.

782 Pierre de Sornay, *op. cit.*

783 Benjamin Moutou, *Les Chrétiens de l'île Maurice*, Best Graphics Ltd., Port-Louis, 1996, p. 315-316.

784 Ramesh Dutt Ramdoyal, *The Development of Education in Mauritius*, produit par le Mauritius Institute of Education, Imprimerie Commerciale, Cassis, Port-Louis, mai 1977, p. 84.

785 Pierre de Sornay, *op. cit.*, p. 272.

786 Ramesh Dutt Ramdoyal, *op. cit.*, p. 86.

d'instruction des affranchis est bien engagé, par contre la résistance des travailleurs indiens à la christianisation explique le retard dans la prolétarianisation de l'éducation des Indiens et leur mobilité sociale. L'antagonisme des langues occidentales/ethniques avec l'enseignement courant, constitue aussi un obstacle aux efforts d'enrayer l'analphabétisme. L'anglais qui se popularisait dans les « *vernacular schools* » ne tarde pas à avoir force de loi dans un contexte de changement politique et social.

Jusque dans la première moitié du XX^e siècle, la scolarité a été déterminée par une régulation monopoliste qui a eu comme résultats, d'abord, une scission entre l'élite coloniale et les missionnaires britanniques, et ensuite, une stagnation du potentiel des esclaves, affranchis et travailleurs engagés. Des tensions endogènes parmi les gens de couleur au dix-neuvième siècle, et au sein de la communauté indo-mauricienne, vont finir par provoquer une crise sociopolitique aboutissant à une révision des mécanismes structurels et des carences socio-organisationnelles. Les différences linguistiques, religieuses et culturelles, renforçaient le pouvoir de l'oligarchie qui ne voulait pas perdre ses privilèges et minimisait les libertés de la masse illettrée. Pour transformer une scolarité élitiste en une éducation de masse, il a fallu l'émergence de figures comme le Révérend Lebrun, Père Laval, et la mise en œuvre des organisations socioculturelles à l'instar d'*Arya Samaj*. C'est alors que l'enseignement laïque concurrence l'enseignement religieux, et que la croissance des effectifs scolaires devient sensible.

*Shakuntala Boolell est Professeur adjointe en études littéraires et anthropologiques
ilkasha@yahoo.com*
